16 - 30 septembre 2003

n° 200

dixième année

# CAMBODGE NOUVEAU

Politique • Economie • Finances

#### La voix royale

près les élections de 1998, le Roi avait joué un rôle central pour dénouer la crise. Bien que la Constitution lui interdise d'intervenir dans la politique du Cambodge, il est libre de commenter la situation, et peut transmettre ainsi, à titre en somme privé, des mises en garde, des préférences, des conseils.

Cette fois encore les propos du Roi, si retenus soient-ils puisqu'il n' a fait qu' une série d'hypothèses, comme un exercice intellectuel, pourraient jouer un rôle majeur. Comment un parti, un leader politique, pourrait-il aller contre un souhait du Roi ? Il perdrait une bonne part de l'approbation, de la confiance de la population.

D'autre part, on peut bien sûr imaginer que l'Alliance des Démocrates garde sa cohésion, forme une opposition politique forte, et que le PPC soit contraint de gouverner seul. Après tout, une opposition forte, c'est dans d'autres démocraties la situation la plus courante. L'Assemblée aurait plus de pouvoirs, plus de relief. Les lois passeraient sans doute moins facilement.

Un gouvernement entièrement PPC, serait-ce bon pour le Cambodge ? On peut en douter. Il serait meilleur que les responsables, aux commandes du pays, représentent les diverses cultures qui forment le Cambodge. D'autre part, participer au pouvoir dans des postes de responsabilité est un bon de exercice, la meilleure formation pour des gens qui se destinent à gouverner.

Dans une lettre au Roi, le 16 septembre, Sam Rainsy indique qu'il participera à la cérémonie inaugurale de la nouvelle Assemblée si l'on recompte les voix dans deux provinces. Est-ce le signe d'un déblocage ? C.n.

## Nouveau gouvernement: suspense

- Conjoncture mondiale et internationale - Cancun -- le réseau des routes nationales - Les Vietnamiens au Cambodge - Noam Chomsky sur le terrorisme -

un

PPC?

- n résumé des événements survenus au Cambodge depuis les élections du 27 juillet peut être bref:
- les résultats officiels ont été exactement ceux qui avaient été annoncés quelques jours après le scrutin: 73 sièges pour le PPC (9 de moins que les deux-tiers nécessaires pour former un gouvernement), 26 pour le Funcinpec, 24 pour le PSR.
- élections ont été unaniment reconnues comme valables par les observateurs, et par le Conseil constitutionnel qui a examiné les plaintes.
- il n'y a pas eu de troubles après la proclamation des résultats.

refusent cependant le résultat des élections, ont formé ensemble, le 23.8, l'Alliance des Démocrates. L'Alliance refuse de former

une coalition gou-vernementale avec le PPC, que ce soit séparément ou ensemble. Ou du moins, elle demande, pour former une telle coalition, que Hun Sen ne soit plus Premier ministre.

- attendant des arrangements l'Alliance des Démocrates éventuels. affirme sa position et cherche du renfort à l'étranger. Le 27 juillet, le président du PSR Sam Rainsy et le Secrétaire général du Funcinpec Norodom Sirivudh vont à Washington, où ils rencontrent les sénateurs républicains John McCain et J. McConnell qui les soutiennent dans leur refus de Hun Sen comme Premier ministre. Tournée en Europe de Sam Rainsy. Commentaire du Roi: "beaucoup de Khmers sont d'accord avec Samdech Hun Sen pour reprocher à l'Alliance de faire appel à l'étranger à la moindre difficulté (...)
- l'Alliance des Démocrates le 21 août se déclare prête à négocier avec le PPC. Elle organisée: président Norodom s'est Ranariddh, vice-présidents Sam Rainsy et Norodom Sirivudh. Elle veut une coalition à trois, obtenir au moins la moitié des postes de responsabilité dans le futur gouvernement, et le départ de Hun Sen comme premier ministre.
- le PPC réitère son refus le 24 août: Hun Sen restera Premier ministre. Le PPC ne

reconnait pas l'Alliance, qui n'a pas pris part aux élections comme telle. Ce qu'il veut c'est une coalition à deux, non à trois.

• le Roi, le 31 août, publie "Scénarios". -1. l'Alliance maintient son exigence (pas de Hun Sen comme Premier ministre), le PPC maintient son refus: alors Hun Sen reste Premier ministre jusqu'aux élections de 2008. Ou bien le Funcinpec accepte une nouvelle coalition avec le PPC, et perd la face. -2. selon "de mauvaises langues" le achète le nombre de députés nécessaire pour avoir les deux-tiers des

sièges. -3. vers le 26 septembre, le Roi doit présider l'ouverture de la nouvelle Chambre; qui va • le PSR et le Funcinpec, qui **gouvernement** présider une Chambre où ne viendrait que le PPC ? -4. Si le PSR et le Funcinpec sont présents à l'Assemblée nationale le 27 septembre, ils en tireront un

triple avantage: ils montreront à leurs électeurs qu'ils remplissent sérieusement leur mandat; ils bénéficient de l'immunité parlementaire; ils forment ensemble une opposition puissante.

Si au contraire ils ne sont pas là le 27 septembre, "notre peuple les rendra responsables de ce qui n'ira pas bien au sein du Cambodge actuel et ils ne bénéficieront plus de l'indemnité parlementaire".

• le 13 septembre, le PPC licencie 17 hauts fonctionnaires Funcinpec: 4 sous-Secrétaires d'Etat, Gouverneur de province et Gouverneurs adjoints, diplomates .... reprochant de ne pas remplir leurs fonctions et d'être partisans dans l'exercice de leur travail. Selon bien des observateurs, c'est une façon de faire entendre de façon concrète aux responsables Funcinpec qu'ils risquent de tout perdre en refusant d'entrer dans une nouvelle coalition.

#### L' Alliance dans l' opposition ? Cassure? Effritement?

A la mi-septembre, il y a "suspense". La cohésion de l' Alliance va-t-elle résister aux fortes poussées du PPC ? Aux préférences du Roi ? Va-t-elle au contraire se casser. ou s'effriter au bénéfice du PPC?

De toutes façons, on s'interrogera sur le rôle des Etats-Unis dans toute cette affaire.

C.n.

#### Sommaire

10 D.

pp. 2-3-4-5 A PROPOS

# Conjoncture mondiale, régionale,

Économie mondiale: des signes de reprise

Bonnes perspectives pour l'Asie du Sud-est

> 2004: les PMA retrouvent la forte croissance de 2000

La reprise observée aux Etats-Unis est-elle durable?

> La Chine. le Vietnam: en tête pour la croissance

### 2004 - 2005 accélération de la croissance

La croissance dans les pays en développement va accélérer et atteindre presque 5% en 2004, estime la Banque Mondiale, approchant ainsi les niveaux

records atteints en 2000.

La croissance moyenne dans le monde serait de 4,1%, la croissance moyenne des pays industrialisés de 2.5%.

La croissance économique en 2004 serait forte surtout en Asie du sud-est et en Asie Pacifique, selon la Banque mondiale, avec un taux moyen de 6,7%.

Les risques: une instabilité persis-tante au Moyen-Orient, et un renversement de la tendance à la reprise des investissements que observe l'on actuellement dans indusles pays trialisés.

Même appréciation de la conjoncture dans la Far Eastern Economic Review. "II y a Review. "II y a des signes clairs

d'une reprise économique mondiale, avec des nouvelles encourageantes venant des Etats-Unis et du Japon. C'est bon signe asiatiques". pour les exportations

La guerre en Iraq, le SARS, on peut l'espérer, sont maintenant du passé. Les taux d'intérêt restent bas. Aux Etats-Unis les investissements et la consommation reprennent vigoureusement. Au Japon la croissance au second trimestre a de loin dépassé les prévisions avec un taux annualisé de 2,3%.

Une crainte bien sûr: que la reprise des investissements et de la consommation aux Etats-Unis ne soient que de courte durée. Les échanges entre les pays du G3 (Etats-unis, Europe, Japon) qui G3 (Etats-unis, Europe, Japon) qui étaient en progrès de 19% en mars sur mars 2002 sont revenus à + 9%. Certains s'interrogent. Après tant de chocs successifs ces dernières années,

on reste prudent.

### Taux de change

En Asie, ayant pris la leçon de la crise de 1997, on accumule les réserves. Pour le seul mois de mai, les réserves des banques asiatiques ont augmenté de 75 milliards de dollars, et leur total atteint 1.6 trillions de dollars.

Unsujet de controverses dans le monde de la macro-économie: les monnaies.

Plus que jamais les gouvernements et les banques centrales des pays asiatiques veillent à ce que leurs monnaies ne se renforcent pas, pour que leurs produits restent compétitifs sur les

marchés étrangers. Chine vient de r e f u s e r nettement aux **Etats-Unis** de réévaluer le yuan (encadré). même attitude été a clairement exprimée à la réunion des ministres des Finances des 21 pays de l'APEC (Asia Pacific Economic Co-

operation) les 4 et 5 septembre: d'accord pour augmenter les échanges intra-régionaux ce qui favorisera la croissance, d'accord pour la libération des échanges et l'économie de marché, d'accord pour poursuivre dans la voie de la réunion de Doha et d'accord pour des réformes structurelles qui vont dans ce sens. Mais en matière de taux de change la Chine estime que chaque pays est souverain.

Pour les pays asiatiques, la montée de l'euro face au dollar (15% en 18 mois) est une bonne chose, elle augmente le pouvoir d'achat des Européens et incite les sociétés européennes à délocaliser en Asie.

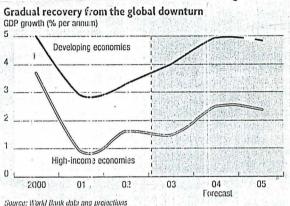
# Asie du Sud-est

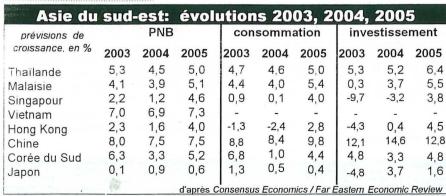
bonne reprise

Les prévisions pour 2003-2005 (tableau) font apparaitre une bonne évolution générale, bien que 2004 s'annonce comme une année plus faible que 2003 en termes de croissance et de consommation. C'est 2005 qui marquera un net progrès. Sur les 3 ans pris en compte: ans pris en compte:

- les économies les plus atteintes, le Japon, Hong Kong, et Singapour, redémarrent.

Chine poursuit imperturla bablement sa spectaculaire croissance. Si forte qu'elle suscite bien des craintes. Autre champion de la zone: le Vietnam.





# investissements, Cancun, etc.

Reprise des investissements dans le monde en 2004

de l'OMC

la Chine attire la moitié des investissements en Asie

en Asie reprise des investissements en 2004

pas d'accord à

 robuste progrès aussi de la Thaïlande, de la Malaisie, de la Corée du Sud (voir tableau), et de Taïwan (PNB 2003: 3,5; 04:2,8; 05:4,1).

rappelons que le Cambodge prévoit pour sa part, après une croissance de 4,7% en 2003, un progrès de 5,8% pour 2004 et de 6,0% en 2005 *(cn 198)*.

#### investissements

Les investissements directs, dans le monde, devraient progresser en 2004, après avoir diminué de 40 % en 2001, de 21 % en 2002, et une stagnation à ce bas niveau cette année, selon Bienfaits l'UNCTAD. Situation actuelle: une nette baisse aux Etats-Unis et en Grande théoriques Bretagne, une augmentation en Europe

Bretagne, une augmentation en Europe centrale et en Europe de l'Est. Secteurs en progrès: pétrole et mines.
En 2002, c'est le Luxembourg qui a attiré le plus d'investissements directs (126 milliards de dollars), pour des raisons fiscales, suivi par la Chine (53 milliards), la France (52 soit -6,6%), l'Allemagne (38), les Etats-Unis (habituellement à la première place), les Pays-Bas, la Grande Bretagne ...
Les diminutions en 2002 ont concerné

Les diminutions en 2002 ont concerné l'Afrique (-41%), l'Amérique latine (-33%), l'Asie (-11%). Quant à a Chine, encore en progrès de 13% avec 53 milliards, elle a attiré la moitié de tous les investissements en Asie. Les progrès per concerné quitaut l'Europe de l'Estimate. ont concerné surtout l'Europe de l'Est: +15% avec 29 milliards.

En 2003 les investissements en Asie pourraient rester, au total, stagnants. Dans les années à venir cependant ils devraient reprendre, les causes du ralentissement disparaissant, et la Chine devrait rester leur destination favorite en Asie. Les pays environnants pourraient en bénéficier grâce à une coopération économique régionale plus étroite.

#### Bienfaits de l'OMC

OMC Selon la Banque mondiale, si les tarifs douaniers appliqués aux produits agricoles et industriels étaient réduits, dans un délai de cinq ans, à un maximum de 10% pour les pays industrialisés et à un maximum de 15% pour les pays en développement, le revenu des premiers augmenterait de presque 350 milliards de dollars et celui des seconds de 170 milliards.

Avec cette diminution des droits de douane, le commerce mondial augmenterait de 10% supplémentaires, et les exportations des pays en dévelop-pement de 20%. 140 millions de gens seraient tirés de la misère d'ici 2015

Plus encore que des progrès de leurs exportations, les pays en développement bénéficient des réformes qu'ils se trouvent contraints de réaliser pour

rester compétitifs.

Libéraliser les services, en particulier dans les pays en voie de développement, diminuer les obstacles aux déplacements temporaires des travailleurs qualifiés, simplifier les procédures aux frontières et les taxes douanières apporterait des gains encore plus élevés que la diminution des taxes douanières. Si les pays riches admettaient une immigration équivalant à 3% de leur population active, les pays en dévelop-pement en tireraient 160 milliards de dollars de revenus supplémentaires.

Pour toutes ces raisons, la Banque Mondiale estime que les pays en voie de développement devraient prendre la tête du mouvement en faveur du démantellement des barrières tarifaires autant que des subventions qui faussent le d'après The Financial Times 4.9 commerce.

### Echec à Cancun

A Cancun, du 12 au 15 septembre, où la réunion de l'OMC tentait de faire progresser le développement par la libéralisation des échanges, on n'est arrivé à rien, ce qui est bizarrement considéré comme un succès par certains.

Le fait est que les pays du tiers-monde, en particulier le "groupe des 21" (dont 5 asiatiques) peuvent se féliciter d'avoir "tenu" face aux pays riches. Depuis la réunion de Seattle en 2001 ils ont gagné en cohésion et en crédibilité.

Mais l'objectif est-il une bataille rangée. riches contre pauvres ? Les pays pauvres peuvent-ils espérer une sorte de "nuit du 4 août" où les privilégiés, dans un grand élan de générosité, abandon-

neraient leurs richesses et leurs pou-voirs ? Le blocage de Cancun peut faire la fierté des PMA et de leurs avocats, mais clairement tout le monde y a perdu, comme l'a dit Pascal Lamy le Commissaire européen.

Le plus positif, c'est que ces discussions pour l'instant infruc-teuses font progresser la re-flexion de chaque côté, et que tout le monde est d'accord pour les poursuivre. Il faudra bien un ijour passer de l'affontement à la

Le Cambodge à l'OMC

Comme prévu, le Cambodge a été admis à l'OMC-WTO, Organisation Mondiale du Commerce, lors de la réunion de Cancun, le 9 septembre, après quatre années de négociations.

Le Cambodge a cinq années de "période transitoire" pour adopter la législation nécessaire.

Trois motivations principales, Cambodge: -l'adhésion à l'OMC contraint à réaliser les réformes de toutes façons indispensables (46 lois manquantes doivent être adoptées d'ici 2006); -cette adhésion contribuera à attirer les investissements

étrangers; - elle ne nuira pas aux productions locales, qui n'existent pas encore; - il faut profiter de la période transitoire pour réaliser les réformes (législation, administration, justice, lutte contre la corruption etc ...), et créer des activités compétitives.

Délais spécifiques pour appliquer les règlements OMC: 2007 pour la propriété intellectuelle (TRIPS); 2008 pour les barrières techniques au commerce; 2008 pour les mesures sanitaires et phyto-sanitaires; 2009 pour les évaluations douanières.

[sur la globalisation, l'entrée du Cambodge dans l'OMC voir notamment cn 159, 168, 180, 181,186,188, **195,** etc ...

(suite page 4)

# Conjoncture mondiale, régionale,

Le principal bénéfice de l'adhésion à I'OMC les réformes

> Les PMA devraient réformer et et s'organiser

Les riches doivent supprimer les subventions et admettre l'immigration

(suite de la page 3) négociation.

Du côté des riches, on n'est pas "anti-pauvres", beaucoup réflêchissent réellement à un développement "global" qui profiterait à tous. Mais on n'est pas disposé à faire les concessions majeures que demandent les PMA, la suppréssion totale des subventions aux exportations de produits agricoles, le démantellement des subventions; les agriculteurs ne le permettent pas. Là, clairement, les PMA demandent trop.

D'autre part, en échange de concessions sur l'ouverture de leurs frontières les riches veulent que les PMA gèrent mieux leurs propres affaires. Le "groupe de Singapour", Europe, Suisse, Japon, ... voudraient que les investissements, les formalités douanières, les pratiques concurrentielles, les appels d'offre, soient soumis à une règlementation. Les PMA ont nettement refusé, ces obligations leur compliquent la tâche, elles sont coûteuses, elles les soumettent plus étroitement à l'OMC, sans augmenter le volume des inves-tissements. C'est ce point qui a fait capoter Cancun.

On est donc resté en deça du souhait du directeur-général de l'OMC, le Thaïlan-dais Supachai Panichpakdi: au moins définir les réformes à venir et à établir un

calendrier.

L'échec de Cancun a souligné aussi que la machine OMC où les décisions con-cernant plus de 20 dossiers doivent être prises par consensus par les 146 pays participants, marche mal. Il faut en revoir le mécanisme, comme l'a dit Pascal Lamy.

Seul point favorable: tout le monde souhaite continuer les discussions. Ce sera à Hong Kong à une date indéter-

Peuvent-elles aboutir avant la fin de l'année ? Peu probable. Robert Zoellick et Pascal Lamy, qui ont lancé ensemble l'idée du Doha round, doivent tenir compte l'un et l'autre de fortes pressions politiques. Aux Etats-Unis, on va entrer en période électorale, ce n'est pas le moment de léser les industriels ni les agriculteurs. En Europe, on souligne que l'on ouvre déjà largement les frontières

En Europe et aux Etats Unis les agriculteurs bloquent les concessions

Les méfaits de la libéralisation fortement dénoncés par les PMA

L' Europe prête à supprimer les subventions aux exportations de produits agricoles

#### Bienfaits contestés

En principe, la libéralisation des échanges profite aux pays en développement. A Doha, en novembre 2001, 146 pays ont convenu

d'agir dans ce sens, et se sont fixés l'horizon janvier 2005 pour limiter les droits de douane à 10% maximum pour les pays développés, à 15% maximum pour les PMA (pays les moins avancés) L'idée: l'entrée de produits étrangers contraint les réaliser des PMA à réformes (moderniser la production, organicommercali-

sation, améliorer les services publics ...), à devenir eux-mêmes compétitifs, et c'est de cela qu'ils profitent en premier lieu.

"Les études montrent que les pays qui réalisent des réformes commerciales en sont les premiers bénéficiaires", c'est ce qu'écrit la Banque mondiale. Exemple: si les producteurs de coton africains s'organisaient, ils pour-raient alors parler avec plus de force face aux producteurs américains.

Cependant le processus rencontre des résistances croissantes. Un groupe de 21 pays, dont la Chine, l'Inde, l'Argentine, l'Afrique du Sud, le Brésil, le Mexique, la Malaisie ... (au total largement plus de la moitié de la population mondiale) demande avant d'aller plus loin que les pays riches (Etats-Unis, Europe, ensemble 40% du commerce mondial) suppriment ou diminuent les subventions à leurs propres agricultures, coton, sucre etc... (300 milliards de dollars

au total en 2002), et les aides à leurs exportations qui faussent gravement la compétition internatio-nale, causant des man-que-à-gagner énormes aux PMA exportateurs.



Certains pays qui pratiquent déjà le système OMC dénoncent d'autres conséquences graves: ils sont contraints par ce système d'ouvrir leurs marchés à la concurrence des produits des pays développés, mieux organisés. subventionnés, qui arrivent chez eux moins chers que leurs propres produits, sans avoir le droit de s' en

protéger. Cette concurrence inéquitable peut provoquer la ruine de leurs agriculteurs. Et le droit de protester auprès de l'organisme ad hoc est un leurre, c'est une lutte des très forts

contre les très faibles.

Ces contestataires font observer que le plus important pour eux n'est pas d'exporter davantage, mais avant tout de conserver leur marché national. Ils estiment qu'il faudrait traiter les produits au cas par cas, et conserver certains droits à la protection.

Concernant les aides aux exportations (de sucre par exemple), l'Europe est prête à faire des concessions, voire à les supprimer, le commissaire européen Pascal Lamy l'a exprimé clairement. Une telle mesure à rendre plus équitable la contribuerait concurrence avec les producteurs du tiersmonde. Jusqu'à présent les Etats-Unis n'annoncent aucune mesure comparable.

# investissements, Cancun, etc

Etats-Unis. Europe, Japon: réticences et blocages

Les multinationales se désintéressent de la globalisation

bi-latéraux.

Si la globalisation n'est pas interrompue, c'est déjà bien ...

aux produits des PMA; la diminution des subventions à l'agriculture rencontre de très fortes résistances, notamment en France. Et la prochaine arrivée de 10 nouveaux membres en mai prochain ne va pas faciliter les choses. Le Japon quant à lui ne cherche plus qu'à protéger ses agriculteurs.

On observe aussi une certaine baisse de pression de la part des industriels des pays développés, estime le *Financial Times*, ils étaient beaucoup plus pressés dans le passé de s'ouvrir de nouveaux marchés grâce à la libéralisation des échanges. Ils croient moins aux vertus de l'OMC; les multinationales observent que l'essentiel de leur activité concerne les Etats-Unis et l'Europe; que le lobbying ne leur rapportera pas grand'chose.

Les pays en développement de leur côté ne s'entendent pas sur tout, leurs intérêts ne coïncident pas tant s'en faut. Ils ne vers la controllent pas tant sen faut. Ils ne sont pas d'accord sur les concessions qu'ils veulent obtenir des pays riches. Ceux qui bénéficient d'un régime globalisation, préférentiel pour leurs exportations aux par des accords Etats-Unis (quotas pour les produits de confection par exemple) ne souhaitent régionaux, pas que ces préférences soient bi-latéraux accordées à tous les autres, à de grands producteurs qui risquent de conquérir à trans-frontaliers leurs dépens tout le marché. La libéralisation des échanges ne risque-t-elle pas de profiter surtout aux exportateurs chinois, aux dépens de leurs propres productions ? L'Inde, qui a des élections en 2004, est

comme son opinion publique peu favorable à la libéralisation des échanges ... Que le processus de Doha ne soit pas tout simplement abandonné, en somme c'est déjà bien.

Prochaines étapes ? Pour l'instant, les pays en développement, entrainés dans un mouvement général de revendication maximale, se sont alignés sur des revendications irréalistes. Il est possible qu'avec le temps, si cet affrontement ne mène à rien, certains se laissent tenter

par des positions moins extrèmes, en fonction de leurs intérêts propres ...

### Plutôt qu'une méthode globale ...

Si le processus de Doha est si difficile à suivre, c'est sans doute que le concept d'origine est trop ambitieux et les outils inadaptés. Les pays, leurs économies, sont trop divers pour qu'un principe unique, une règlementation globale, puissent s'appliquer à tous. Il a fallu beaucoup cafouiller (et ce n'est pas fini) pour en arriver à cette conclusion simple. On veut aller trop vite.

Alors quoi ? Depuis quelques années une tendance nouvelle s'affirme: des groupements régionaux, des accords bi-latéraux, des projets transfron-taliers, qui tiennent beaucoup mieux compte des intérêts de chacun, des complémentarités naturelles, de façon beaucoup plus précise, plus nuancée, que le démantellement général des droits de douane, qu'une règlementation "globale" trop complexe et contraignante pour les PMA. On y parviendra sans doute un jour, par concessions mutuelles successives, et par accords partiels.

En Asie, on voit se multiplier de nouveaux regroupements régionaux, accords de libre-échange bi-latéraux, d'intéressants projets trans-frontaliers (Cambodge-Thaîlande par exemple). Singapour multiplie les accords bilatéraux de libre-échange (cn 147), par exemple avec l'Australie, avec les Etats-Unis en mai 2003, le Japon les recherche, la Chine les multiplie, la Thaïlande à son tour s'apprête à signer un accord de libre-échange avec les Etats-Unis peut-être avec l'Australie, la Chine, l'Inde ... tandis que se dessinent des ensembles plus vastes: Bassin du Mékong, APEC, zone de libre-échange Chine - ASEAN, l'ASEAN + 3 ou Asie de l'Est, accorde Europe ASEAN de l'Est, accords Europe - ASEAN ... C.n.

# des SOLUTIONS

A tout moment, du conseil à la conception, de la réalisation à l'entretien, les ingénieurs et techniciens de Comin Khmere assurent dans les meilleurs délais un service sur mesure.

Des installations mécaniques et électriques gérées avec un professionalisme ayant fait ses preuves et en qui vous pouvez avoir confiance : une garantie qui a fait notre notoriété.

Comin Khmere, la première entreprise d'ingénierie au Cambodge.

tel:(+855 23) 426 056 cksales@comin.com.kh www.cominkhmere.com électricité

climatisation

le point sur

## le réseau des Routes Nationales

Un entretien avec M. Chhin Kong Heang

directeur au Ministère des Travaux Publics et des Transports

n peut dire que, pour les routes nationales, 80 % des travaux de réhabilitation et de reconstruction sont terminés.

RN1: la section Neak - Luong -Bavet (frontière avec le Vietnam) est terminée à 90%. Elle le sera tout à fait, malgré quelques retards, à la fin de l'année. On construit à Bavet de nouveaux bâtiments de transit.

- la section Phnom Penh - Neal Luong: les études réalisées par les Japonais sont terminées. Les travaux doivent commencer en 2004.

RN2: la section Takeo jusqu'à la frontière du Vietnam est réalisée par une entreprise vietnamienne, sur fonds japonais ("fonds non-affectés").

RN3: elle est en cours de réparation

sur les fonds de secours d'urgence de la Banque Mondiale et doit être terminée pour la fin de l'année. En même temps on réhabilite les routes



31 et 33; environ 10 % sont actuellement réalisés. Le nouveau

Reap - Poipet, la surface est de l'asphalteciment, plus résistant, plus cher, qui dure 10 ans. Pour l'entretien: la question n'est pas encore réglée, mais on a pu utiliser le fonds japonais ("non project fund") pour la RN78. pont de Kampot sera construit en 3 ou 4 ans.

RN4: elle est en bon état.

RN5: les travaux sont très avancés. Déjà on peut aller de Phnom Penh à Battambang en 3h30 à 4 heures. De Phnom Penh à Kompong Chhnang l'armée a réalisé les travaux. La section Kompong Chhnang - Pursat est terminée à 70 % et sera achevée à la fin de l'année. La section

Pursat - Battambang est terminée. La section Battambang - Sisophon est réalisée à 60%. Deux "paquets" de cette section ont été enlevées à des entre-prises vietnamiennes et confiées aux Travaux publics de Battambang qui ont bien fait le travail. La RN5 sera terminée à la fin de l'année.

RN6: la section Siem Reap -Poipet com-mencée en juin doit être terminée en avril 2004. Elle sera recou-verte d'asphalte cimen-té, de haute résistance. La section Siem Reap (après la section de 17km réalisée par les Japonais) - Kompong Thom,

sur fonds de la Banque mondiale, est terminée à 60%. Pour cette section se pose une question nouvelle: l'autorité APSARA ne veut pas que les camions passent sur le pont angkorien de Kompong Kdei ni sur les 16 autres ponts angkoriens, qu'il est prévu de

#### surfaces

Les principales nationales sont normalement recouvertes de bitume dit "DBST" (double sealed surface treatment) prévu pour durer 5 ans sans entretien. Pour la section Siem



# Les routes nationales

restaurer, ce qui allonge les travaux d'environ 6 mois. Mais le financement existe. De la frontière entre les provinces de Siem Reap et de Kompong Thom jusqu'à Kompong Thom la réhabilitation, sur fonds Banque Asiatique, est presque achevée, il reste 10km et les finitions, elle sera terminée fin 2003. Pour la section Kompong Thom - Skun, sur fonds ADB, qui doit être terminée fin 2003, le contractant vietnamien a pris un retard d'un ou deux mois. On va le remplacer, ou l'aider.

RN7: les travaux japonais sur 12 km au-delà du pont de Kompong Cham sont terminés.

De Chup à Memot, les travaux sont presque achevés, à l'exception d'un tronçon. La route sera terminée à la fin de l'année. Pour la section Snuol-Kratie, il y a un retard de trois mois, on a fait appel à deux autres entreprises.

Pour la section Kratie-Laos, 178 km, les études chinoises sont achevées. Les travaux pourraient commencer à la fin de l'année. Ils dureront 3 ans.

RN11: la reconstruction, sur fonds ADB et une aide de la France pour 3 ponts, est presque terminée. Elle sera finie pour la fin de l'année, avec peut-etre un retard d'un mois pour la construction d'importants passages pour la protection contre les inondations sur la section Neak

Luong - Prey Veng.

RN78 de la RN7 au Vietnam: le Vietnam en finacera une partie, sans doute la moitié. On discute.

RN48 Sre Ambel - Koh Kong: les thaïlandais vont réaliser la surface en bitume, et construire les quatre ponts. Financement ? Calendrier ? Ce n'est pas moi qui négocie, nous dit M. Chhin Kong Heang.

Le pont de Neak Luong: on commence les études. Le principe d'un financement japonais est acquis, on discute sur la proportion de don et de prêt.

c.n.

À ces travaux s'ajoutent ceux que réalise le génie militaire, par exemple les routes 76 (RN7- Sen Monorom), 148 (RN5 - Veal Veng, etc ...) et quantité de routes secondaires.



#### A PROPOS ...

Tribunal de Commerce

Le projet de loi en 8 chapitres concernant le futur tribunal de Commerce a été transmis par le ministère du Commerce et par le ministère de la Justice à la Chambre de Commerce Franco-Cambodgienne pour avis et commentaires.

#### **Gestion des PME**

Une série d'émissions télévisées destinée aux Cambodgiens chefs de petites et moyennes entreprises, a commencé le 11 septembre. Sous le titre de Business Edge, 30 minutes par semaine, émissions sont dirigées par Sovannarom. sponsor pour la première est le MPDF (Mekong Private lopment Facility). études ont montré que le manque de connaissances pratiques de la gestion chez les entrepreneurs est, après le manque de financement, le principal obstacle au développement des PME au Cambodge. Le MPDF finance également la publication de 20 manuels de gestion qui seront vendus à bas prix et seront accompagnés de cours de perfectionnement.

MPDF est une branche de l'IFC (International Finance Corporation) elle-même département "secteur privé" de la Banque mondiale.

#### Aide américaine

Les Etats-Unis continueront leur soutien aux program-mes en cours au Cambo-dge à travers l'USAID, notamment le programme de lutte contre le sida, malgré le blocage de la situation politique, a annoncé l'ambassade américaine le 27 août.

#### le yuan ne sera pas réévalué

La valeur du yuan (renminbi) en dollars, environ 8,3 pour un dollar, est restée inchangée depuis 1995, alors que la Chine a multiplié son PNB par 3, et par 5 son excédent commercial avec les Etats-Unis. En 2002, le

déficit américain dans ses échanges avec la Chine a atteint 103 millions de dollars. Le yuan est inconvertible, il échappe aux lois du marché, et les Etats-Unis voient là une "manipulation", voire du dumping. La récente visite à Pékin du secrétaire d'Etat au Trésor John Snow visait à obtenir la convertibilité du Yuan. La réponse a été un refus très net, en tous cas pour l'immédiat.

Bassin du Mékong

Réunion des six pays de la région du Grand Mékong (Greater Mekong Sub-region, GMS), à Dali dans le Yunnan, du 15 au 17 septembre. Cambodge, Chine, Laos, Myanmar, Thaïlande, Vietnam travail-lent sur 11 dossiers dont: développement des corridors économiques, commerce et investisements trans-frontaliers, télécommunications, tourisme 'destination unique"), contrôle de la quantité et de la qualité de l'eau, interconnexions électriques développement des ressources humaines, environne-

# 渀 Le Deauville Group

Bar, Brasserie, Restaurant.

Wat Phnom Phnom Penh

Tel: 012.843.204 Fax: 012.723.474 ledeauville@yahoo.com

#### Le Deauville I

La plus célèbre Brasserie de Phnom Penh. Cuisine khmère et Européenne Menus attractifs et carte complète 012.834.260

#### Le Deauville II



Croisières sur Le Mékong et le Tonle Sap.

Réceptions, anniversaires,

Cérémonies...

012.834.260

#### Le Deauville III

Catering pour collectivités et particuliers
Service TRAITEUR à domicile
012.834.260

## Le Deauville IV



Catering et Kraft Services. Tous évènements festifs, Cinéma, réunions sportives, foires

commerciales...
012.816.600

#### Le Deauville V

Hotel aux normes internationales
Centre de Phnom Penh
24 Chambres A/C,
TV cablée, Mini Bar
10/15 \$,et forfaits mensuels
012.862.422

#### Combien de Vietnamiens au Cambodge ? (2)

des Vietnamiens.

"vote vietnamien"

(suite de l'article commencé dans le n° 199)

#### Rappel historique (suite)

- en 1962, premier recensement de l'administration khmère: il y aurait 240 500 habitants de langue maternelle

vietnamienne, soit 4,2% de la population (5,740 millions); et 206 100 habitants "de • Le difficile comptage nationalité vietnamienne" (même source).

en 1970: 450 000 Vietnamiens selon • Il n' y a pas eu de Jacques Migozzi (6,6% de la population de 6,8 millions d'habitants), chiffre que retiennent aussi Marek Sliwinski et P.A.

Poole; et qui est bien en accord avec celui que vient de donner le roi Norodom Sihanouk pour la période du Sangkum: un peu plus de 400 000.

- la République: dès 1970, entre avril et août, environ 70 000 Vietnamiens sont massacrés. Il y a un exode massif: 200 000 rentrent par leurs propres moyens, 110 000 avec l'aide d'organismes officiels.
- 1975-1979: les khmers rouges expulsent 150 000 Vietnamiens (Ben Kiernan) et massacrent ceux qui restent.
- les chiffres ci-dessus varient, selon les auteurs, de quelques dizaines de milliers, mais les spécialistes sont d'accord. lorsqu' en 1979, les troupes vietnamiennes entrent au Cambodge, "il ne reste plus de Vietnamiens au Cambodge" (D. Bertrand).
- après 1979 les Vietnamiens exilés reviennent au Cambodge, où ils sont nés.
- dans les années 80: c'est sur cette période que les évaluations varient le plus, et c'est là que les arguments s'échauffent. Le Vietnam a-t-il cherché à faire du Cambodge une "colonie de peuplement" ?
- D. Bertrand, prudemment, écrit que "dans les années 80 les autorités vietnamiennes n'ont pas dissuadé la migration vers le Cambodge qui accompagnait les experts et les soldats". M.A. Martin en 1989 n'avait pas pris tant de précautions et évoqué une "politique délibérée d'immigration massive". On n'a pas de chiffres, même approximatifs.

- après le départ des troupes vietnamiennes (1989) et les Accords de Paris, entre 1992 et 1998, il y a encore eu environ 400 morts et blessés vietnamiens du fait des khmers rouges (estimation Amnesty International). En 1993 et en 1994 en particulier des Vietnamiens sont assassinés sur les

bords du Tonle Sap; de 25 000 à 30 000 vont se réfugier au Vietnam ou restent bloqués à la frontière (cn 20). On discute alors sur leur nombre au Cambodge: 102 882 selon le ministre de l'Intérieur Sar Kheng, 3 millions selon Son Sann, entre 400 et 600 000 selon d'autres estimations, ou environ 250 000 chiffre

souvent admis.

En tous cas l'idée d'un péril vietnamien, de Vietnamiens dissimulés secrètement partout dans le pays et prêts à prendre les armes sur ordres de Hanoï a mis très longtemps à s'affaiblir. Elle persiste, notamment dans certains milieux cambodgiens vivant à l'étranger.

#### Et maintenant?

On est là dans une zone de calculs délicats. C'est que l'on ne s'entend pas sur la définition de "Vietnamiens":

- S'agit-il de tous ceux qui "ont un accent vietnamien" ou une origine vietnamienne même lointaine? Dans ce cas, ils sont en effet très nombreux, mais il faudrait y compter les Khmers vivant à l'étranger, Khmers Krom, Khmers vivant ou ayant vêcu aux Etats-Unis etc ... Pourtant Khmers authentiques, de la même façon que beaucoup de Français sont d'origine italienne, espagnole, polonaise, algérienne etc... et de la même façon que les Américains sont pratiquement tous d'origine étrangère.
- s'agit-il des Vietnamiens qui n'ont pas de carte d'identité cambodgienne, et sont donc des étrangers ? Ils sont "moins de 100 000" selon le ministre de l'Intérieur Sar Kheng.
- de ceux qui ont la nationalité cambodgienne et le droit de vote mais accordé trop facilement et qui "ne devraient pas l'avoir" ? Des fraudeurs récents, certainement très peu (voir ci-après l'entretien avec M. Im Suosdey). (à suivre)

### Un vote "vietnamien" le 27 juillet 2003 ? entretien avec Im Suosdey,

président du Comité Electoral National

Certains critiques (l'IRI) ont reproché aux organisateurs des élections la faible proportion des jeunes arrivés à l'âge de voter (18 ans) depuis 1998, qui se sont nouvellement inscrits sur les listes électorales. En fait, dit M. Im Suosdey, il n'est pas possible de porter un tel jugement. D'abord le nombre théorique d'électeurs de 2003, estimé à 1,5 milion de gens, n'est pas exactement connu, parce que le dernier recensement date de plusieurs années. Dans certaines communes il y a eu beaucoup plus d'inscriptions que prévu, dans d'autres nettement moins. D'autre part, on ne peut pas connaître précisément la répartition des gens qui auraient pu s'inscrire et qui ne l'ont pas fait, pas plus que la répartition des gens qui ont voté pour la première fois. On ne sait pas si ce sont particulièrement "des jeunes", ou bien "des vieux", qui auparavent n'avaient pas les documents nécessaires, ou encore des bonzes. Le vote des bonzes n'est pas repéré en tant que tel. A l'époque de Sihanouk, rappelle M. Im Suosdey les bonzes ne votaient pas. Aujourd'hui, Bou Kry laisse aux bonzes le libre choix de voter ou de ne pas voter, tandis que

Cet article sur les Vietnamiens au Cambodge utilise en partie deux études parues dans Cambodge Nouveau n° 20 et 113 établies à partir des travaux de spécialistes: Jacques Migozzi, Cambodge, Faits et Problèmes de Population; Marek Sliwinski, Le Génocide khmer rouge; Martin Le Mal Cambodgien; Jean Delvert, Le Paysan Cambodgien; P.A. Poole; Ben Kiernan Le Génocide au Cambodge; F. Ponchaud; D. Bertrand (Aséanie 2); F.X. Bonnet (Reflets d'Asie et Cambodge Nouveau).

Tep Vong conseille de ne pas voter.

Y a-t-il eu un "vote vietnamien", c'est à dire des inscriptions frauduleuses de Vietnamiens qui auraient voté pour le PPC ? C'est une thèse que l'opposition a soutenue.

La réponse est non, nous dit le président du NEC Im Suosdey. D'abord, pourquoi des gens se seraient prêtes a une telle fraude ? Quelle garantie aurait eu le PPC que ces gens voteraient pour lui ?Obtenir frauduleusement une carte d'électeur, ou un des docu-ments nécessaires pour voter n'est pas si facile. Le chef de village connait tout le monde, dans le village tout le monde se connait. D'autre part, les listes des électeurs sont affichées dans chaque commune, un fraudeur est donc très facilement repérable, et les membres des partis dénonceront l'anomalie. S'il peut y avoir des exceptions, une fraude "en grand" est impossible, d'autant plus que le jour du vote il y a encore des observateurs des divers partis

Je peux signaler que le NEC a aidé, sur la demande de Sam Rainsy, beaucoup d'observateurs des partis.

Il est possible que des gens aient obtenu sans y avoir droit une carte d'électeur en 1993, et qu'ils aient voté en 1998 et en 2003. Mais de nouveaux fraudeurs, non. D'ailleurs il n'y a eu aucune réclamation des partis à ce sujet.

Pour voter il fallait habiter le Cambodge. Les Khmers Krom habitant le Vietnam, les Cambodgiens établis à l'étranger n'ont

pas pu voter.

Au total il y a eu très peu de réclamations au niveau du Conseil constitutionnel, la plupart venant du PSR. Cela vient de ce que les plaintes ont été traitées au fur et à mesure, en pleine transparence, avec les diverses parties. Au siège même du NEC, il y avait une réunion hebdomadaire, rappelle M. Im Suosdey.



# LIVRES

# autopsie des terrorismes

par Noam Chomsky

ne situation internationale aussi tendue que celle que l'on connait aujourd'hui appelle des lectures fortes, des commentaires musclés. Pour peu que l'on ait tendance à critiquer l' intervention américaine en Iraq, on peut lire Noam Chomsky, on ne sera pas déçu. Les lecteurs les plus vindicatifs pourront se trouver dépassés par les phrases simples et dures de cet auteur pugnace, par cette prose qui est une véritable décharge d'artillerie, solidement argumentée, bien ajustée, contre la politique internationale des Etats-Unis.

Noam Chomsky, éminent linguiste, professeur au MIT de Boston, membre de quantité d'académies, politologue, libertaire, est un artilleur chevronné. Il pilonne ses cibles depuis plusieurs décennies, avec des munitions, des arguments de fort calibre, la guerre du Vietnam (1961-72), l'invasion du Timor oriental par l'Indonésie (1975-99), le Nicaragua (1981-88), le Guatemala, Grenade, Cuba, le Chili, la Yougoslavie, le Kosovo, Israël, les Philippines, l'Afghanis-tan, l'Iraq ...

Il a publié de nombreux livres, dont Culture of Terrorism en 1988. Mais il est resté assez confiné dans un lectorat de spécialistes, de professionnels du positionnement vertueux en politique internationale dont il n'estimait guère les alignements successifs, qui le détestaient en retour, et qui lui ont fait une réputation assez sulfureuse. Les amateurs pourront retrouver dans la post-face de Jean Bricmont à "De la guerre comme politique étrangère des Etats-Unis", les querelles qui l'ont opposé à des intellectuels français des plus connus.

Toujours est-il que maintenant, le 11 septembre, l'Afghanistan, la désastreuse guerre en Irak, soulignent bien la clairvoyance de Chomski. Il "revient". Beaucoup le découvrent. Bien des géo-stratèges lui font des emprunts. En fait ses thèmes de recherche et ses démonstrations (l'évolution de la notion d' "Etat-voyou", les rapports entre les pouvoirs et les médias, "De la guerre comme politique etrangère des Etats-Unis", 2001) sont en train d'être communément adoptés.

Retenons ici quelques-unes des idées-force sélectionnées dans le recueil d'entretiens intitulé 11/9.

Les causes du terrorisme: il n'est nullement la conséquence de la "mondialisation", mais la faute des Etats-Unis eux mêmes, de leur très ancienne habitude d'interventir brutalement partout dans le monde en fonction



Tel: 023 884 304 · Portable: 012 804 751 Email: dg distri@bigpond.com.kh

de leurs intérêts (et non de la morale, des droits de l'Homme ou de la démocratie généralement invoquées). La 'liste de ces interventions armées des Etats-Unis une cinquantaine de cas sans être exhaustive,



elle remonte à 1846, au Mexique. Ce sont les Etats-Unis qui sont un Etat terroriste, estime Chomsky, d'ailleurs "ils sont le seul pays au monde à avoir été condamnés pour "terrorisme international" par la Cour internationale de Justice: (...). Et souvent ils soutiennent des Etats terroristes: "Dans les années 1990, les Etats-Unis ont fourni à la Turquie 80% des armes utilisées pour sa contre-offensive contre les Kurdes; des dizaines de milliers de personnes ont été tuées (...)".

"En Irak, les Moyen-Orientaux constatent que la politique américaine pratiquée ces dix dernières années a dévasté la société tout en renforçant le pouvoir de Saddam Hussein qui, comme ils le savent, a reçu un large soutien de la part des Etats-Unis au moment il perpétrait les pires atrocités,

"Les Etats-Unis apportent leur aide à des gouvernements corrompus et brutaux qui entravent la démocratie et le développement (...) sentiments maintenant excerbés par la politique américaine dans le conflit entre Israêl et la Palestine et à propos de l'Iraq".

Objectifs américains: "L'administration Bush conçoit la nouvelle phase de la guerre contre le terrorisme ( ) comme une opportunité de consolider sa supériorité militaire déjà écrasante sur le reste du monde (...) L'une des conséquences majeures est que les Etats-Unis pour la première fois ont installé des bases militaires d'envergure en Asie centrale (...) afin de contrôler les ressources considérables de ces régions, mais aussi afin de compléter l'encerclement des plus importantes ressources énergétiques du monde qui se trouvent dans la région du Golfe".

Les cibles du terrorisme: "Les membres du réseau Ben Laden s'inquiètent aussi peu de la mondialisation et de l'hégémonie culturelle que des deshérités et des opprimés ... Ben Laden lui-même n'a probablement jamais entendu parler de mondialisation (...) il ne connait pratiquement rien du reste du monde et ça ne l'intéresse pas (...). "L'Arabie saoudite est le principal ennemi du réseau Ben

Laden, tout comme l'Egypte. Voilà ce que Ben Laden et ses partisans veulent renverser, ce qu'ils appellent des gouvernements non islamiques du Moyen Orient, en Afrique du nord (...) Ils mènent une guerre sainte contre les régimes corrompus, répressifs et non-islamistes de cette région du monde et contre ceux qui les soutiennent."

L'origine des réseaux terroristes: "Ces attaques contre les Etats-Unis (...) il semble peu douteux que leurs auteurs proviennent du réseau terroriste dont les racines plongent dans les armées mercenaires organisées, entrainées et armées par la CIA, l'Egypte, le Pakistan, les services secrets français, les fonds saoudiens, et autres. (...) Brezinski (...) prétend (...) que vers le milieu des années 1979 c'est à son instigation que des appuis secrets ont été apportés aux moudjahiddine qui se battaient contre le gouvernement de l'Afghanistan, en une tentative pour attirer les Russes dans ce qu'il a appelé le "piège afghan". (...) Avec leurs alliés, les Etats-Unis ont constitué une gigantesque armée de mercenaires(...) qu'ils ont recruté dans les secteurs les plus militants possible, il se trouve que c'étaient des islamistes radicaux (...) Ben Laden a rejoint ces forces dans les années 1980 (...)".

Noam Chomsky attaque la politique américaine sans plus de nuances qu'un bûcheron attaque un arbre. C'est qu'il connait bien son adversaire.

Noam Chomsky: 11/9, autopsie des terrorismes, , 170p., Le serpent à plumes, 2001. De la Guerre comme politique étrangère des Etats Unis, 220p., Agone, 2002.



# MEDIAS

Funcinpec à Pattaya

Le prince Ranariddh, président du Funcinpec, plus de 20 nouveaux élus et plus de 10 ministres et secrétaires d'Etat ont passé quelques jours à Pattaya et Rayong sur la côte thailandaise. Objectifs: renforcer l'opposition du parti au renouvellement de Hun Sen comme Premier ministre; étudier le développement touristique de la côte thaïlandaise. [d'après Moneaksekar Khmer, 11.9., trad. The Mirror.

Kompong Kandal, port illégal?

Les autorités douanières de Kampot ont donné l'autorisation à des compagnies thaïlandaises de débarquer des marchandises à Kompong Kandal Seaport, sucre, jus de fruits, bière, pneus ..., leur accordant des tarifs pneus moyennant des paiments illégaux. La plupart des débarquements ont lieu la nuit. Cela cause des pertes importantes aux ports de Sihanoukville et de Phnom Penh. [d'après Rasmei kampuchea 6.9, trad. The Mirror].

#### Contrebande

Ou Bei Chon est un point de passage particulièrement actif entre la Thaïlande et le Cambodge: jusqu'à 5 à 6 camions par nuit entrent au Cambodge, évitant le passage à Poipet. Il s'agit surtout de motos, 40 à 50 à la fois. Dans le sens Cambodge-Thaïlande: surtout des

boeufs et des buffles. Ne traversent à Poipet que les produits

volumineux qui ne peuvent pas passer par les petites routes. [d'après Koh Santepheap 7-8.9., trad. The Mirror]

Essence trop chère

Le litre d'essence coûte 2200 riels au Cambodge alors qu'il coûte l'équivalent de 1000 riels en Thaïlande, et à peu près autant au Vietnam. C'est cette différence qui provoque la très forte contrebande. Conséquences: difficultés pour les taxis et les motos, cherté des transports, cherté des produits, obstacle à la lutte contre la pauvreté, pertes importantes pour les compagnies distributrices. [d'après Udom Katte Khmer 4.9, trad. The Mirror].

Les douanes : mieux que prévu

Les douanes rapporteront entre 240 et 250 millions de dollars, plus qu'il n'a été prévu, a déclaré le chef du département des douanes et droits d'accise Pen Siman. Il a rappelé que les douanes, fondées en juin 1951 par les Français, ont cinq sortes de droits: -celui de fouiller, contrôler et retenir temporairement les biens, les véhicules et les personnes; -celui de fouiller les maisons; -celui de fouiller les envois postaux; -celui de juger des affaires de fraudes douanières avant qu'elles n'aillent devant les tribunaux. douaniers sont à la fois policiers, juges, administrateurs, ingénieurs ... M. Pen Siman a reconnu qu'il y a des doua-[d'après Koh niers très riches ...

Santepheap 5.9., trad. The Mirror] Thaïlande, Singapour: investissements Les investissements en Thaïlande pour les 7 premiers mois, 200 millions de bahts, ont atteint les objectifs. Principaux secteurs concernés: automobile (Mitsubishi), éléments d'ordinateurs et d'électronique, produits agricoles, pétro-chimie. Facteurs de succès: de bonnes perspectives de développement, les infrastructures, et les tournées de prospection à l'étranger.

A Singapour, les investissements dans les industries de manufacture devraient atteindre 7,5 milliards de dollars cette année, moins que les 8 milliards prévus, à cause de l'effet SARS. Le taux de croissance cette année est revu à la baisse: il pourrait n'être que de 0 à 1%. (d'après Bangkok Post 6.9.]

Electricité des "Three Gorges"

Les deux premiers générateurs de 700MW du barrage des "Trois Gorges", sur le Yangtse, ont commencé à fournir de l'électricité au réseau des provinces de l'est et du centre. Elle est vendue 3 cents le kwh, le prix moyen en Chine étant de 5 cents le kwh et le prix moyen dans le monde de 7,5 cents. Deux autres générateurs seront mis en service à la fin de l'année. Le barrage alimentera les villes de Shanghaï, de Chongkin et 5 provinces chinoises. [d'après Far Eastern Economic Review 28.8]

Chine: centrale nucléaire

La plus grande centrale nucléaire de Chine sera construite dans le Guangdong, à Yangjiang. Coùt: 8 milliards de dollars. En compétition des entreprises de Chine, du Japon, de France, des Etats-Unis. [d'après Far Eastern Economic Review 28.8]

Le Petit Bordeaux

Bar à vins

Dégustation et vente vins de propriétés

Restaurant specialités: Foie gras - Confit de canard - Pâtés Landais

Salle climatisée

Cuisine aux normes internationales

CAMBODGE
NOUVEAU
le journal
des
décideurs
voire
meilleur
investis-

sement

Spi-men/wel<sup>C</sup>

Publié par la SERIC

Directeur - rédacteur en chef

Alain Gascuel

Photos Art Studio

Impression CIC Centre

Informatique du Cambodge
58 rue 302 BP 836 Phnom Penh

## CAMBODGE NOUVEAU

tel 023 214 610 mobile 012 803 410 E-mail cn@forum.org.kh

L'Assurance vous protège.

No 53 voic 240 Phnom Peuh - CAMBODGE - tel. (855) 012 48 00 98

Alors pourquoi prendre un risque dans le choix de votre Assureur?



No Problem Insurance Park 55, Rue 178, Phnom Penh Tel. (855) (023) 210 701, 210 761 Fax: (855) (023) 210 501

